



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/58/21
4 juin 2009

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Cinquante-huitième réunion
Montréal, 6 - 10 juillet 2009

**AMENDEMENTS AU PROGRAMME DE TRAVAIL DU PNUD
DE L'ANNÉE 2009**

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATION DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. Le PNUD demande au Comité exécutif d'approuver le montant de 1 145 100 \$US, plus 85 882 \$US de frais d'appui d'agence, au titre des amendements à son programme de travail de l'année 2009.

2. Les activités proposées par le PNUD dans les amendements à son programme de travail sont présentées ci-dessous, au tableau 1 :

Tableau 1 : Amendements au programme de travail du PNUD

Pays	Activité/Projet	Montant demandé (\$US)	Montant recommandé (\$US)
SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE			
A1. Préparation des PGEH : demandes pour le volet investissements			
Cuba	Préparation de projet pour des projets d'investissement	50 000	50 000
Kirghizistan	Préparation de projet pour des projets d'investissement dans le secteur des mousses	30 000	30 000
Mexique	Préparation de projet du plan sectoriel pour les mousses	150 000	150 000
Thaïlande	Préparation de projet dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation (à l'exception de la climatisation air/air)	110 000	110 000
Sous-total pour A1 :		340 000	340 000
SECTION B : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR EXAMEN INDIVIDUEL			
B1. Prorogation des projets de renforcement des institutions :			
Colombie	Prorogation du projet de renforcement des institutions (Phase VII)	275 600	*
Malaisie	Prorogation du projet de renforcement des institutions (Phase VIII)	279 500	*
Sous-total pour B1 :		555 100	*
B2. Assistance technique			
Au niveau mondial	Mobilisation de ressources pour étudier les effets bénéfiques connexes sur le climat de l'élimination des HCFC	250 000	*
Sous-total pour B2 :		250 000	
Sous-total pour les sections A et B :		1 145 100	340 000
Coûts d'appui aux agences (7,5 % pour la préparation de projet et le renforcement des institutions et pour les autres activités d'un montant supérieur à 250 000 \$US, et 9 % pour les autres activités d'un montant inférieur à 250 000 \$US) :		85 882	25 500
Total :		1 230 982	365 500

* Projet pour examen individuel ou en attente

SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE

A1. Préparation des PGEH : demandes pour le volet investissements :

Cuba : Préparation des activités d'investissement du PGEH : 50 000 \$US

Mexico : Préparation des activités d'investissement du PGEH : 150 000 \$US

Kirghizistan : Préparation des activités d'investissement du PGEH : 30 000 \$US

Thaïlande : Préparation des activités d'investissement du PGEH : 110 000 \$US

Description du projet

3. Le PNUD a demandé des fonds supplémentaires pour la préparation des activités d'investissement pour les 4 pays énumérés ci-dessus, dont le financement de la préparation de PGEH a été approuvé. Dans les demandes présentées, le PNUD a fourni des informations de base sur la consommation de HCFC du pays et sur les secteurs utilisant des HCFC, et sur la façon dont ces plans sectoriels conduiront à un PGEH complet, en particulier dans les pays où plusieurs agences participent à sa mise en œuvre.

Observations du Secrétariat

4. Le Secrétariat a examiné en détail toutes les demandes mentionnées ci-dessus et estime que les informations fournies et le financement demandé sont en accord avec la décision 56/16(d).

5. Dans le cas du Mexique et de la Thaïlande, ces demandes viennent s'ajouter à celle de l'ONUDI pour d'autres secteurs de fabrication à base de HCFC. Le financement total demandé pour ces deux pays respecte les limites fixées par la décision 56/16(d) s'appuyant sur la consommation de HCFC de 2007 pour ces pays. Le Secrétariat a également pris note que des entretiens avaient eu lieu entre l'ONUDI et le PNUD et que les responsabilités revenant à chaque agence concernant ces pays étaient clairement définies.

Recommandation du Secrétariat

6. Le Secrétariat recommande l'approbation globale des demandes de préparation des activités d'investissement du PGEH dans les 4 pays énumérés ci-dessus, au niveau de financement indiqué au tableau 1 du présent document.

SECTION B : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR EXAMEN INDIVIDUEL**B1. Prorogation des projets de renforcement des institutions :**

- (a) Colombie (Phase VII) : 275 600 \$US
- (b) Malaisie (Phase VIII) : 279 500 \$US

Description du projet

7. Le PNUD a présenté des demandes de prorogation des projets de renforcement des institutions pour la Colombie et la Malaisie. Les demandes concernant ces pays sont décrites à l'Annexe 1 du présent document.

Observations du Secrétariat

8. Le Secrétariat du Fonds a examiné les derniers rapports et les plans d'action concernant le renforcement des institutions soumis par l'agence au nom des pays en vue du financement des demandes de prorogation. Il estime que les rapports sont satisfaisants et conformes aux exigences s'appliquant à ce type de projet. Ces deux pays sont en totale conformité avec les objectifs du Protocole de Montréal pour 2007, et les données communiquées pour la Colombie dans le cadre du Programme de pays pour l'année 2008 font état pour cette année-là de niveaux de conformité identiques. Au moment de la rédaction du présent document, la Malaisie n'a pas encore présenté le rapport sur son Programme de pays pour 2008. Ces documents présentés viennent étayer les demandes de prorogation pour deux ans du renforcement des institutions de ces pays, conformément à la pratique habituelle. Le Secrétariat note également que si la

Malaisie ne présente pas ses données de mise en œuvre de Programme de pays à la 58^e réunion, elle risque, selon la décision 52/5(f), que sa demande de renforcement des institutions ne soit pas approuvée.

9. Lors de sa 57^e réunion, le Comité exécutif a décidé par la décision 57/36(b), entre autres, « De continuer à financer les demandes de renouvellement des projets de renforcement des institutions jusqu'à la fin décembre 2010 aux niveaux actuels, en attendant la résolution finale de cette question par le Comité exécutif à sa 58^e réunion ». Le Secrétariat note également que le nouveau document publié sur les modes de financement du renforcement des institutions après 2010 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/58/48) sera discuté au point 10 de l'ordre du jour. Le Secrétariat demande à cet égard au Comité son avis sur le fait de savoir si ces demandes de prorogation peuvent être financées conformément à l'usage habituel pour deux années complètes selon les niveaux de financement actuels, étant donné que les dates d'achèvement des phases concernées par les demandes se situent après décembre 2010.

Recommandation du Secrétariat

10. Le Comité exécutif pourrait considérer ces demandes à la lumière de la décision 57/36(b). Une fois les demandes approuvées, le Comité pourrait également faire part au gouvernement de ces pays des observations présentées à l'Annexe 1 du présent document

B2. Assistance technique

Niveau mondial : Mobilisation de ressources pour étudier les effets bénéfiques connexes sur le climat de l'élimination des HCFC : \$US 250 000

Description du projet

11. Le PNUD a initialement présenté à la 57^e réunion une demande de financement de 250 000 \$US pour un projet d'assistance technique pour la mobilisation des ressources en vue de maximaliser les effets bénéfiques sur le climat de l'élimination des HCFC. Le PNUD soumet à nouveau à l'examen de la présente réunion cette demande qui comprend une description des objectifs et des activités ainsi que les résultats attendus. La description de projet est incluse dans les Amendements au programme de travail du PNUD soumis à la présente réunion.

12. Ce projet examinera les activités potentielles pouvant exiger un cofinancement des effets bénéfiques supplémentaires pour l'évolution climatique sur la base de divers scénarios, étudiera les méthodologies émergentes pour déterminer les avantages climatiques de l'élimination des HCFC et en commanditera d'autres si nécessaire. Il essaiera également d'évaluer les risques et les responsabilités financières des différentes options de financement, par exemple la vente de crédits carbone, et développera un plan de marketing pour les acheteurs potentiels. Toutes ces activités seront réalisées au besoin en étroite coopération avec les organes du Fonds multilatéral.

13. Le tableau ci-dessous présente la répartition de l'utilisation des 250 000 \$US demandés par le PNUD :

Un chef d'équipe (consultant international)	45 000 \$US
Coûts des consultants	169 000 \$US
Frais de déplacement	36 000 \$US
TOTAL	250 000 \$US

14. La proposition de projet indique également que si le financement indiqué ci-dessus peut être fourni par le Fonds multilatéral, un montant équivalent sera fourni par le PNUD sous forme d'un financement en nature provenant de ses propres sources afin d'accélérer le développement de ces méthodologies.

Observations du Secrétariat

15. Par la décision XIX/6, paragraphe 11 (b), la Dix-neuvième Réunion des Parties a indiqué au Comité exécutif, lorsqu'il examine les projets d'élimination des HCFC, d'accorder la priorité, entre autres, aux « produits et solutions de remplacement qui réduisent au minimum les autres impacts sur l'environnement, notamment sur le climat, en tenant compte de leur potentiel de réchauffement global, de leur consommation d'énergie et d'autres facteurs pertinents ». À sa 54^e réunion, le Comité exécutif a adopté une série de lignes directrices pour la préparation des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), et, lors de ses 55^e et 56^e réunions, a approuvé pour 115 pays le financement de la préparation d'un PGEH.

16. Les lignes directrices relatives à la préparation des PGEH convenues dans le cadre de la décision 54/39 comprenaient pour les pays visés à l'Article 5 la disposition d'envisager dans les PGEH finals des incitatifs financiers et des possibilités de cofinancement, afin d'assurer que l'élimination des HCFC apportent des avantages environnementaux, conformément au paragraphe 11(b) de la décision XIX/6 citée plus haut.

17. Le Secrétariat remarque que les résultats de l'étude proposée par le PNUD peuvent aider les pays à examiner les options de cofinancement lors du processus de préparation du PGEH. Il note également qu'il n'existe pas encore à l'heure actuelle de directives de la part du Comité exécutif sur le mode de calcul des effets bénéfiques sur l'évolution climatique de l'élimination des HCFC et sur la possibilité de calculer ces coûts en tant que surcoûts dans le cadre du Fonds multilatéral.

18. À sa 57^e réunion, le Comité exécutif s'est penché sur un mécanisme de revenus supplémentaires provenant des prêts et d'autres sources (document UNEP/Oz.L.Pro/ExCom/57/64), et a demandé au Secrétariat par la décision 57/37 de poursuivre l'analyse de ce mécanisme afin de le présenter au Comité exécutif à sa 58^e réunion. Le Secrétariat prend note que la nouvelle soumission de cette proposition devance la décision définitive sur le mécanisme analysé lors de la présente réunion qui pourrait permettre la possibilité de financer la mobilisation de ressources.

Recommandation du Secrétariat

19. Le Comité exécutif pourrait envisager de considérer cette proposition à la lumière des informations fournies ci-dessus et lors de la discussion du point 11 de l'ordre du jour, Mécanismes de financement spéciaux destinés à garantir des revenus supplémentaires provenant de prêts et d'autres sources.

Annexe I

PROPOSITIONS DE PROJET DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS

Colombie : Prorogation du renforcement des institutions :

Résumé du projet et du profil du pays	
Agence d'exécution :	PNUD
Montants précédemment approuvés pour les renforcements des institutions (\$US) :	
Phase I : mars 94	317 790
Phase II : mars 98	212 000
Phase III : mars 00	212 000
Phase IV : nov. 02	275 600
Phase V : avril 05	275 600
Phase VI : juillet 07	275 600
Total	1 568 590
Montant demandé pour la prolongation (Phase VII) (US \$) :	275 600
Montant recommandé pour l'approbation de la Phase VII (US \$) :	
Coût d'appui d'agence (\$US) :	
Coût total du renforcement des institutions Phase VII pour le Fonds multilatéral (\$US) :	
Quantité équivalente de CFC éliminée attribuable à la phase VII du renforcement des institutions, à 12,1\$US/kg (tonnes PAO) :	s.o.
Date d'approbation du programme de pays :	1992
Consommation de SAO communiquée dans le programme de pays (1992), (tonnes PAO) :	1 156,5
Consommation de référence des substances réglementées (tonnes PAO) :	
(a) Annexe A Groupe I (CFC) (moyenne 1995-1997)	2 208,2
(b) Annexe A Groupe II (halons) (moyenne 1995-1997)	187,7
(c) Annexe B Groupe II (tétrachlorure de carbone) (moyenne 1998-2000)	6,1
(d) Annexe B Groupe III (méthyle chloroforme) (moyenne 1998-2000)	0,6
(e) Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne 1995-1998)	110,1
Dernière consommation totale de SAO communiquée (2007) (tonnes PAO) conformément à l'Article 7 :	
(a) Annexe A Groupe I, CFC	263,1
(b) Annexe A Groupe II, (halons)	0
(c) Annexe B Groupe II (tétrachlorure de carbone)	0,6
(d) Annexe B Groupe III (méthyle chloroforme)	0
(e) Annexe E (bromure de méthyle)	0
(f) Annexe C Groupe I (HCFC)	206,2
Total	469,9
Année de communication des données de mise en œuvre du programme de pays :	2008
Montant approuvé pour les projets (\$US) :	20 000 255
Montant décaissé (en date de mai 2009) (\$US) :	14 724 824
SAO à éliminer (tonnes PAO) :	1 868,7
SAO éliminées (en date de mai 2009) (tonnes PAO) :	1 437,0

1. Résumé des activités et des financements approuvés par le Comité exécutif :

Résumé des activités		Financements approuvés (\$US)
(a)	Projets d'investissement :	15 193 502
(b)	Renforcement des institutions :	1 568 590
(c)	Préparation de projet, assistance technique, formation et autres projets ne portant pas sur des investissements :	3 238 163
	Total :	20 000 255

Rapport périodique

2. Au cours de la Phase VI du projet de renforcement des institutions (RI) de la Colombie, l'Unité nationale de l'ozone (UTO) a continué à œuvrer de manière active en vue du respect des échéances d'élimination fixées par le Protocole de Montréal. En conséquence, le pays est parvenu à respecter les mesures de réduction de 85 % des CFC en 2007, et poursuit la mise en œuvre du Plan national d'élimination afin de parvenir à l'élimination complète en 2010. Par l'intermédiaire de l'UTO, le pays a maintenu la conformité aux mesures fixées par le Protocole de Montréal concernant la consommation de toutes les substances et la communication des données. L'UTO a également participé et contribué activement aux différentes discussions qui ont eu lieu dans le cadre des réunions régionales, des réunions du Comité exécutif et des Réunions des Parties. Au cours de cette phase, le gouvernement de Colombie a continué avec succès à mettre en œuvre les activités contenues dans le Plan national d'élimination des CFC. Au titre des réalisations, on peut citer : 3500 techniciens certifiés, création ou renforcement de 53 groupes en vue de la formation au niveau national, distribution de 275 machines de récupération et 57 équipements de R&R et organisation d'activités de sensibilisation dans 156 municipalités. D'autres activités coordonnées par l'Unité de l'ozone incluent le contrôle du projet cadre final pour les mousses avec la visite de 57 entreprises bénéficiaires, la préparation et l'approbation d'un projet d'investissement destiné à la conversion de l'unique fabricant d'inhalateurs à doseur du pays, l'achèvement de l'enquête sur les HCFC, l'identification et l'analyse des utilisations de laboratoire du CTC dans le pays et la mise en œuvre d'un projet de sensibilisation destiné à éviter l'utilisation du bromure de méthyle. Comme lors des phases précédentes, l'UTO s'est montrée très active au niveau de la mise en œuvre d'activités de sensibilisation visant le grand public par l'intermédiaire de la télévision, de la radio, des journaux, de présentations publiques et de la célébration de la Journée mondiale de l'ozone.

Plan d'action

3. La Phase VII du projet de renforcement des institutions est particulièrement importante pour la Colombie du fait que ce pays réalisera l'élimination complète des CFC d'ici la fin 2009. Au cours de cette phase, le gouvernement de Colombie, par l'intermédiaire de son Unité de l'ozone, a pour objectif de poursuivre le renforcement et d'assurer la durabilité de ses activités mises en œuvre dans le secteur de l'entretien, en tant qu'élément du Plan national d'élimination (y compris la création de cinq centres de régénération des SAO), d'achever le projet d'élimination des CTC, d'achever le projet d'investissement dans le secteurs des inhalateurs à doseur, de commencer la préparation du plan de gestion d'élimination des HCFC pour le pays - conformément à la Décision XIX/6 des Parties et aux décisions prises ensuite par le Comité exécutif - et de renforcer le cadre juridique soutenant les activités mentionnées ci-dessus. Comme lors des phases précédentes, les activités du Plan national d'élimination continueront à être mises en œuvre par l'intermédiaire des correspondants locaux, afin d'assurer l'impact de ce plan dans toutes les régions.

Malaisie : Prolongation du renforcement des institutions

Résumé du projet et du profil du pays	
Agence d'exécution :	PNUD
Montants précédemment approuvés pour les renforcements des institutions (\$US) :	
Phase I : mars 93	306 817
Phase II : octobre 96	209 477
Phase III : novembre 98	178 116
Phase IV : décembre 00	215 000
Phase V : novembre 02	279 500
Phase VI : décembre 04	279 500
Phase VII : novembre 07	279 500
Total	1 747 910

Montant demandé pour la prolongation (Phase VIII) (US \$) :	279 500
Montant recommandé pour l'approbation de la Phase VIII (US \$) :	
Coût d'appui d'agence (\$US) :	
Coût total du renforcement des institutions Phase VIII pour le Fonds multilatéral (\$US) :	
Quantité équivalente de CFC éliminée attribuable à la phase VIII du renforcement des institutions, à 12,1\$US/kg (tonnes PAO) :	s.o.
Date d'approbation du programme de pays :	1990
Consommation de SAO communiquée dans le programme de pays (1990), (tonnes PAO) :	1 904
Consommation de référence des substances réglementées (tonnes PAO) :	
(a) Annexe A Groupe I (CFC) (moyenne 1995-1997)	3 271,1
(b) Annexe A Groupe II (halons) (moyenne 1995-1997)	8
(c) Annexe B Groupe II (tétrachlorure de carbone) (moyenne 1998-2000)	4,5
(d) Annexe B Groupe III (méthyle chloroforme) (moyenne 1998-2000)	49,5
(e) Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne 1995-1998)	14,6
Dernière consommation totale de SAO communiquée (2007) (tonnes PAO) conformément à l'Article 7 :	
(a) Annexe A Groupe I (CFC)	234,2
(b) Annexe A Groupe II (halons)	0
(c) Annexe B Groupe II (tétrachlorure de carbone)	0
(d) Annexe B Groupe III (méthyle chloroforme)	5,8
(e) Annexe E (bromure de méthyle)	10,5
(f) Annexe C Groupe I (HCFC)	413,7
Total	664,2
Année de communication des données de mise en œuvre du programme de pays :	2007
Montant approuvé pour les projets (\$US) :	45 821 440
Montant décaissé (en date de mai 2009) (\$US) :	42 397 160
SAO à éliminer (tonnes PAO) :	6 446,3
SAO éliminées (en date de mai 2009) (tonnes PAO) :	6 149,1

4. Résumé des activités et des fonds approuvés par le Comité exécutif :

Résumé des activités		Financements approuvés (\$US)
(a)	Projets d'investissement :	39 702 958
(b)	Renforcement des institutions :	1 747 910
(c)	Préparation de projet, assistance technique, formation et autres projets ne portant pas sur des investissements :	4 370 572
	Total :	45 821 440

Rapport périodique

5. Durant sa septième phase, le projet de renforcement des institutions a continué avec succès à réaliser et maintenir la conformité avec le Protocole de Montréal. Pour les années 2007 et 2008, la mise en œuvre des activités comprenait le renforcement de la sensibilisation, la nomination de 5 agents chargés de l'application des règles, des ateliers sur le Secteur de l'entretien des équipements de réfrigération (RSS) et de l'entretien des climatiseurs automobiles. Des ateliers de formation ont été organisés avec la participation des Douanes royales de Malaisie, mettant l'accent sur le contrôle des importations de SAO et leur utilisation, sur la prévention du commerce illégal et également sur l'utilisation d'un identificateur de frigorigènes aux contrôles de douane à l'entrée du pays. Des séminaires sur l'élimination des inhalateurs à doseur à base de CFC ont eu lieu en collaboration avec le Bureau de contrôle pharmaceutique national. Un séminaire de mise en route a été organisé pour stimuler le démarrage de la préparation des PGEH.

Plan d'action

6. Pour la nouvelle phase, les principaux objectifs du projet de renforcement des institutions sont les suivants :

- Assurer une gestion plus efficace des mécanismes institutionnels en vue de la coordination des efforts nationaux et internationaux visant à la protection de la couche d'ozone.
- Planifier une élimination efficace et des mesures de réglementation concernant les importations de SAO (Système approuvé d'autorisation), un Code HS (Système harmonisé) pour les SAO et la surveillance du commerce illégal des SAO.
- Renforcer le mécanisme d'échange et de diffusion des informations et encourager les activités et les programmes de vulgarisation se rapportant à l'élimination des SAO dans le pays.
- Vérifier, mettre en œuvre et surveiller les projets d'élimination des SAO approuvés par le Fonds multilatéral et identifier, préparer, réviser et contrôler tout nouveau projet proposé dans le futur.
- Renforcer la capacité actuelle de mise en œuvre de l'UNO et faciliter la mise en œuvre rapide des projets de réduction de consommation de CFC.

Annexe II

POINTS DE VUE EXPRIMÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF SUR LES PROROGATIONS DES PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS SOUMIS À LA 58^e RÉUNION

Colombie

1. Le Comité exécutif a examiné le rapport final accompagnant la demande de prorogation du projet de renforcement des institutions pour la Colombie et prend note avec satisfaction des remarquables résultats obtenus par l'Unité nationale de l'ozone de Colombie durant la mise en œuvre de la sixième phase. Le Comité exécutif note en particulier les progrès réalisés par la Colombie pour parvenir à la réduction de 85 % des CFC en 2007 et pour maintenir en 2008 le respect des échéances fixées pour toutes les substances réglementées. Le Comité exécutif note également la mise en œuvre des projets récents d'élimination dans des secteurs clés de consommation de SAO tels que les CTC et les inhalateurs à doseur, et la poursuite d'activités existantes dans le cadre du Plan national d'élimination des SAO par l'intermédiaire des centres régionaux qui ont été mis en place. Le Comité félicite le gouvernement de la Colombie pour les réalisations de la phase actuelle et espère, qu'au cours des deux prochaines années, la Colombie poursuivra avec succès la mise en œuvre des activités prévues et qu'elle maintiendra et améliorera les niveaux actuels de réduction de CFC.

Malaisie

2. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande de prorogation du projet de renforcement des institutions pour la Malaisie et note avec satisfaction que ce pays a communiqué en 2007 au Secrétariat de l'ozone des données inférieures à la consommation de référence moyenne de CFC pour 1995-1997 et respecté l'objectif de 85 % de réduction du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif espère donc, qu'au cours des deux prochaines années, la Malaisie poursuivra avec succès la mise en œuvre de son programme de pays et des activités nationales d'élimination.

**EXECUTIVE COMMITTEE OF THE MULTILATERAL
FUND
FOR THE IMPLEMENTATION OF THE
MONTREAL PROTOCOL
(58th Meeting, 06 – 10 July 2009, Montreal)**

2009 WORK PROGRAMME AMENDMENT

UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME

**Requests for funding for Project Preparation, Investment and Non-
Investment Projects at the 58th Executive Committee Meeting**

May 2009

2009 UNDP WORK PROGRAMME
58th Executive Committee Meeting (06-10 July 2009, Montreal)

This Work Programme document contains all UNDP non-investment and project preparation programmes that are being requested at the 58th Meeting of the Executive Committee. These requests amount to US\$ 3,324,091 plus US\$ 251,557 of support cost.

1. Institutional Strengthening Renewal Requests.

The following Institutional Strengthening Renewal Requests are being submitted at the 58th meeting of the Executive Committee. They are being submitted individually and are therefore not annexed to this report:

No	COUNTRY	TITLE	BUDGET	SUPPORT COST (7.5%)	TOTAL
1	Colombia*	Institutional Strengthening Phase VII	275,600	20,670	296,270
2	Malaysia	Institutional Strengthening	279,500	20,963	300,463
Sub-total: Institutional Strengthening			555,100	41,633	596,733

- Submitted separately

2. Requests for Activities related to HCFCs

2.1. New Preparatory Funds for HCFC Phase-out Management Plans (HPMPs)

Nr	COUNTRY	TITLE	BUDGET	SUPPORT COST	TOTAL	REMARKS
1	Thailand	PRP for HPMP in refrigeration and Air Conditioning sector (except air to air conditioning subsector)	110,000	8,250	118,250	In line with the Committee's approval at its 57 th meeting for UNDP to include this entry in UNDP 2009 Business Plan. UNDP coordinated with UNIDO and World Bank on the sidelines of the 57 th ExCom meeting, in addition to continuing consultations with Thailand. The proposed preparation funding request from UNDP reflects the understanding reached during these consultations. Thailand government (through letters already submitted at the 57 th ExCom meeting) has already confirmed the division of work among agencies. The inputs from the sectors allocated to UNDP so far, will feed into the overarching HPMP strategy for Thailand.
Sub-total: New HPMP Preparation			110,000	8,250	118,250	

58th Meeting of the Executive Committee

The breakdown for sector-level HCFC consumption in Thailand is only an estimate because:

- (a) The HCFC consuming sectors defined in Decision 56/16 are different than those traditionally reported through CP Progress Data (the CP progress data has only two columns for Refrigeration and Air Conditioning – Manufacturing and Servicing), XPS foam sector is not segregated and Aerosols/Firefighting are not defined as HCFC sectors as per 56/16.
- (b) Thailand was not one of the UNDP HCFC survey countries, so at present there is no reliable information through that source.

The estimate is therefore based on whatever we can from the previous data reporting.

As per 2007 A7(f) Data Reporting, the breakdown of consumption of various HCFCs in Thailand was as below:

Substance	ODP
HCFC-123	1.95
HCFC-141b	176.96
HCFC-142b	0.42
HCFC-22	693.63
Total	872.96

Of the above, the consumption of HCFC-123 and HCFC-22 can be assumed to be in the Refrigeration and Air Conditioning (total 695.58 ODP tonnes). Going by experience in other similar-sized countries, the expected consumption in Servicing could be about 50% (@ 348 ODP tonnes), which leaves @348 ODP tonnes in manufacturing (needs to be confirmed). We can expect about 40% of the RAC manufacturing to originate from air-to-air air conditioning systems (~139 ODP tonnes).

Thus the remaining consumption of 209 ODP tonnes can be ascribed to the two sectors, namely, Refrigeration and Air Conditioning (except air-to-air air conditioning) and including servicing, which are assigned to UNDP. As a percentage of the total consumption, sectors assigned to UNDP account for about 24% (209 ODP tonnes out of a total of 873 ODP tonnes).

2.2. Preparatory Funds for HCFC Investment Activities

NO	COUNTRY	TITLE	BUDGET	SUPPORT COST (7.5%)	TOTAL	REMARKS
1	Cuba	PRP for preparation of investment projects.	50,000	3,750	53,750	Additional PRP funds for the preparation of investment projects in Manufacturing Sector. Presently we have identified one company that produces Domestic Refrigerators (INPUD) and one company that produces window and split air conditioning system (AIRCUB). UNDP on behalf of the government of Cuba would like to request PRP for the preparation of the investment projects in Cuba. Cuba reported in 2008 in its art 7 data a total consumption of 47,75

58th Meeting of the Executive Committee

						metric tons of R-22 for manufacturing. UNDP is the only agency assisting Cuba to develop the HPMP.
2	Mexico	PRP for preparation of Foam Sector Plan	150,000	11,250	161,250	Preparation of Sector Plan for Foam in Mexico. UNDP is requesting 150.000 US\$ on behalf of the Government of Mexico for the preparation of investment projects for a sector plan on Foam in Mexico. The consumption of HCFC 141b for Foams in Mexico in 2007 was 6.303 tons. The funds will be utilized to prepare the investment projects for the Foam Sector in Mexico. The HPMP preparation will determine the actual number of projects in this sector that will be a part of Phase I of the HPMP. Mexico has much more than 15 enterprises in the Foam Sector.
3	Kyrgyzstan	PRP for investment activities in foams	30,000	2,250	32,250	The country reported consumption of 141b in its Art 7 reporting in 2007. Presently, one company has been found to be operational in Kyrgyzstan in polyurethane foam sector. It uses HCFC-141b to manufacture sandwich panels. The enterprise consumed 209 metric tons of HCFC-141b in 2008. UNDP is the only agency that assists the Government to develop HPMP.
Sub-total: Additional HPMP Preparation			230,000	17,250	247,250	

2.3. Funding request for Pilot Projects for validation of HCFC alternatives

NO	COUNTRY	TITLE	BUDGET	SUPPORT COST	TOTAL	REMARKS
1	Brazil*	Pilot Project for Validation of Methylal on Foams	464,200	34,815	499,015	
2	Egypt*	Validation of Low-Cost HCs in Foams.	473,000	35,475	508,475	
Sub-total: Pilots for HCFCs and related PRP-requests			937,200	70,290	1,007,490	

- Submitted separately

3. Resource Mobilization to Address Climate Co-Benefits in HCFC phaseout

Nr	COUNTRY	TITLE	ODS	PROJECT VALUE	SUPPORT COST	TOTAL FUNDING US\$
	Global	Resource Mobilization to address climate co-benefits in HCFC Phaseout	GLO	250,000	18,750	268,750

58th Meeting of the Executive Committee

Sub-total: Resource mobilization		250,000	18,750	268,750
---	--	----------------	---------------	----------------

UNDP has included US \$250,000 in its 2009 MLF business plan for the purpose of resource mobilization to address climate co-benefits. UNDP has significant experience in the carbon financing sector which it can leverage to assist in the development of a sound approach to the co-financing of incremental climate benefits (whether from the market or on a cost-coverage basis).

Further to discussions that took place at the 57th meeting, this request is being re-submitted for the Executive Committee 's re-consideration. The details can be found in annex 1 of this document.

4. Other Activities

NO	COUNTRY	TITLE	BUDGET	SUPPORT COST	TOTAL	REMARKS
1	Costa Rica	Terminal Phase-out Management Plan	165,000	12,375	177,375	
2	Dominican Republic	CFC Phase out Plan	200,000	15,000	215,000	
3	Haiti	Terminal Phase-out Management Plan	150,000	13,500	163,500	
4	Lebanon*	National CFC Phase out Management Plan (report)	0	0	0	
Sub-total: Other activities			515,000	40,875	555,875	

- Submitted separately

ANNEX 1 - Resource Mobilization to Address Climate Co-Benefits in HCFC phaseout

UNDP and the Carbon Finance agenda

UNDP has been an active participant in the carbon finance arena over the last five years and has more recently established the MDG Carbon Facility which offers project development and management services to the growing number of Clean Development Mechanism (CDM) and other projects in the compliance market. As far as CDM access is concerned, generally only large countries have had the benefit of it and therefore UNDP has been focusing on the technological and geographical expansion of the scope of projects covered under the CDM. In this context, the MDG Carbon Facility sees itself as an innovative force in the field of carbon finance with development goals as core principle.

One of the areas in which the UNDP MDG Carbon Facility is seeking to enlarge its activities is in the burgeoning voluntary carbon market. Consistent with UNDP's pioneering spirit, an expansion of scope is already foreseen in respect of non-Kyoto gases. In particular, the opportunity exists to extend activities into the funding of appropriate projects covering ozone depleting substances (ODS), an area where UNDP has long-standing expertise having acted as an Implementing Agency for the Multilateral Fund since its inception in the early 1990s. UNDP's current role as Lead Agency for a very significant number of countries seeking to phase-out HCFCs under Decision XIX/6 puts the agency in a unique position to identify and develop appropriate projects.

ODS Project Opportunities

UNDP sees clear opportunities for projects in at least two areas:

1. Bank management and ODS disposal projects – particularly related to the end-of-life management of appliances.
2. Co-funding opportunities in HCFC phase-out where additional climate benefit can be gained by additional investment in technology selection.

For example, there are clear possibilities to use linkages with other programmes such as energy efficiency actions under the GEF to identify projects and leverage access to old appliances in order to ensure appropriate end-of-life management, and tap into country specific initiatives towards energy savings gains in appliance replacement national programmes.

Coordination with the Multilateral Fund and its Secretariat

It is recognised that both project areas are of significant interest to the Executive Committee of the Multilateral Fund, since the Committee is required to give priority to cost-effective projects that optimise climate benefit under Decision XIX/6. The mechanisms by which such benefits are assessed are still under development, but UNDP is actively coordinating with the MLF Secretariat to ensure that approaches to the subject are consistent.

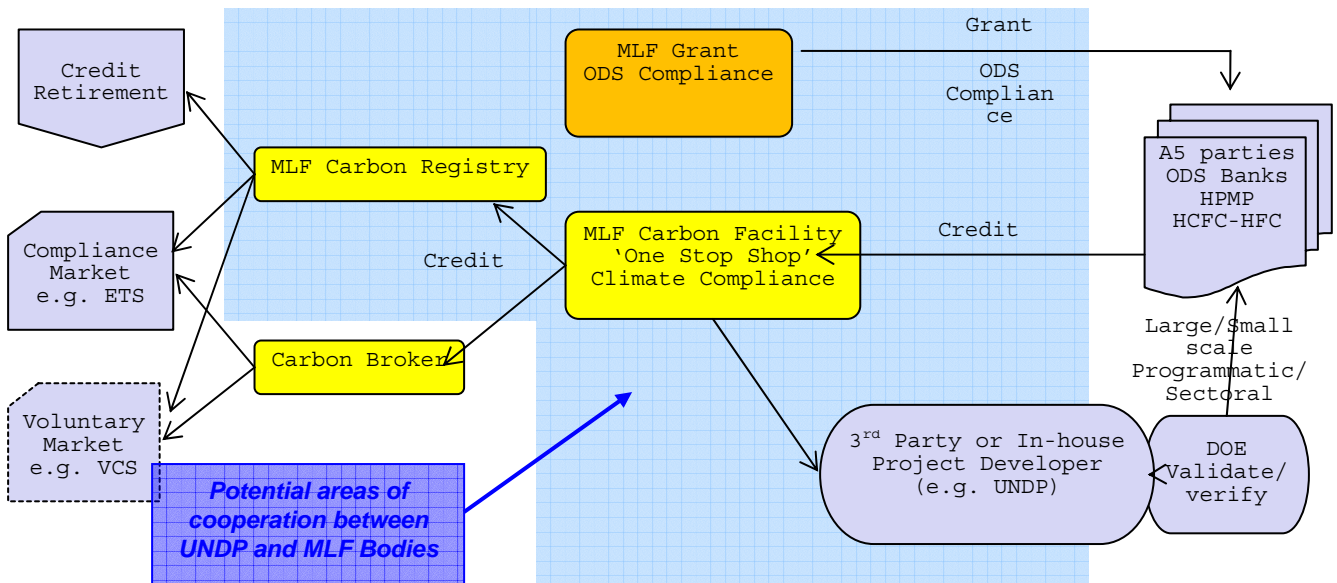
Apart from the evaluation of climate benefit itself, UNDP is keen to work with the Secretariat on mechanisms for accessing co-funding and, in particular, in enhancing the reputation (and value) of credits generated and placed on the carbon market in the face of some concern among some stakeholders that projects involving high-GWP gases are likely to result in a glut of poorly defined

ANNEX 1 - Resource Mobilization to Address Climate Co-Benefits in HCFC phaseout

credits.

UNDP believes that a dedicated registry could provide a significant contribution to this process and wishes to work with the MLF Secretariat to optimise the interaction between the market framework and the projects themselves.

There are a number of potential models that may ultimately be applicable. To illustrate, the following diagram indicates just one option:



Proposed Activities in 2009

UNDP has significant experience in the carbon financing sector which it can leverage to assist in the development of a sound approach to the co-financing of incremental climate benefits (whether from the market or on a cost-coverage basis). The Montreal Protocol Unit of UNDP has vast experience in the area of ODS projects but has no dedicated budget to seek to apply the carbon financing ‘best practice’ possessed within UNDP via MDG Carbon.

Such a combined and synchronised resource could provide substantial added value to the deliberations of the Executive Committee of the Multilateral Fund and its Secretariat on the co-financing of climate benefits and could offer a proving ground for key ideas. The Montreal Protocol Unit therefore proposes the following steps in 2009:

- 1) Identification and documentation of potential exemplar projects requiring co-financing of incremental climate benefits in the following areas:
 - a. An MLF funded project where incremental climate benefits will come at a cost of >\$25 per tonne of CO₂ saved
 - b. An Article 5 project where the HCFC phase-out is not funded under the MLF but could be funded from the proceeds of the incremental climate benefit.
 - c. An Energy Efficiency project (e.g. GEF) in which E-o-L management of ODS would bring incremental ozone and climate benefits.

ANNEX 1 - Resource Mobilization to Address Climate Co-Benefits in HCFC phaseout

- d. A stand-alone bank management./ODS destruction project which could be based on an existing methodology
- 2) On-going review of emerging methodologies in support of any of the four project types identified above.
- 3) Commissioning of new methodologies, where appropriate, to address specific project types in an environmentally sound fashion
- 4) Assessing risk and financial liabilities and cost effectiveness of different trading options
- 5) Marketing Business Plan and identification of potential buyers
- 6) Coordination and reporting to MLF Bodies on findings and potential pitfalls

Resource Requirements

UNDP estimates that it will need to commit resources of around **\$250,000** plus support costs in 2009 to cover UNDP MPU staff and external expert consulting services. In addition, UNDP would require in house expertise from the MDG carbon facility.

If the above seed funding is available from the MLF, **UNDP is prepared to match that in co-finance**, to cover for the time of its Carbon Finance team and related operational costs (US\$ 250,000) that would be used to fully backstop MPU team and provide legal support as well as share with the Secretariat the UNDP's experience in setting many Facilities, among them the MDG Carbon and UN REDD Facilities.

Additional Information on Outputs and Inputs for this proposal further to Comments received from the MLFS

Four different scenarios have been identified that could benefit from co-funding (a to d). Some of the valuable outputs from assessing these four exemplar projects would be an assessment of the extent to which:

- Existing methodologies are available
- There are precedents of such projects already available
- There are would-be partners who would work with the MLF on co-funding
- There is acknowledgement that these could fit into a wider funding framework with linkage between Executive Committee of the MLF and the Executive Board of the CDM

This could be documented in a Report which uses the 'particular' to drive thinking on the 'funding framework' required. We could envisage a four-by-four matrix of the projects assessed against the items listed above (this may not be exhaustive)

Items (2) and (3) on the deliverables list are really only examples of what might need to be done to facilitate the accessibility of carbon finance for these four project types.

Therefore, we do not see this yet as progressing immediately to four concrete project proposals. We are looking for the best ultimate solution to encapsulate all four project types rather than to take what is already 'on-the-shelf' and applying it with the risk that this will potentially not fit the project in mind.

ANNEX 1 - Resource Mobilization to Address Climate Co-Benefits in HCFC phaseout

We therefore envisage the following steps in the process, which would probably constitute the major headings of the report UNDP plans to produce:

1. A full analysis of the four project types and their potential climate benefits
2. A review of existing carbon financing options and the pros and cons of each of them
3. Some ideas on how these project types could be incorporated within one mechanism
4. Existing barriers to such a mechanism and the actions required to remove those barriers

The added value that the UNDP involvement brings is in 'concrete examples' of the type of project that is 'out there' as well as a broad overview (via MDG Carbon) of the wider fit within the carbon agenda.

Regarding the team to deliver (re "inputs"), UNDP would suggest the following (subcontracts with consultancy-firms with teams of experts may be selected in lieu of individual consultants if found to be more suitable):

1. One team-leader (international consultant) overlooking the whole study (US\$ 45,000)
2. 4 international consultants characterizing in detail the four project types outlined (US\$ 104,000)
3. 4 international consultants providing the assessment of the barriers and taking agreed steps to assist in removing them (e.g. methodology development) (US\$ 65,000).
4. Travel costs to organize meetings with various donor funds and other interested parties that may be involved in this study (US\$ 36,000).

=====
Total à US\$ 250,000